

Suggestions d'amendements concernant la proposition de révision du règlement (CE) n°110/2008 relatif aux boissons spiritueuses

Partie I – Amendements à fort enjeu

Justification des amendements proposés :

1°) Limitation de l'édulcoration des eaux-de-vie, notamment s'agissant du rhum

Les amendements 1 à 1 quaterdecies proposés visent à protéger le marché des eaux-de-vie européennes. En effet, il devient urgent de fixer une teneur maximale en sucre pour le rhum (catégorie 1 de l'annexe II du règlement n°110/2008), de même que pour l'ensemble des eaux-de-vie (catégories 3 à 14 de la même annexe).

Le règlement européen sur les spiritueux distingue les eaux-de-vie (rhum, whisky, eaux-de-vie de vin comme le Cognac, eaux-de-vie de fruits comme le Kirsch...) des autres boissons spiritueuses (liqueurs, boissons aromatisées...). Si les autres boissons spiritueuses peuvent faire l'objet de divers ajouts (colorants, sucres, arômes...), les conditions de production des eaux-de-vie sont en revanche très strictes. Ainsi, le règlement actuel prévoit que les eaux-de-vie « *ne peuvent être édulcorées que pour arrondir le goût final du produit [...]. La quantité maximale des produits utilisés pour arrondir le goût [...] est fixée en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle* ». Pour le whisky (catégorie 2 de l'annexe II), l'édulcoration est totalement prohibée.

Entre 2008 et 2010, des travaux ont été menés par la Commission européenne afin de déterminer des teneurs en sucre maximales pouvant être admises. Toutefois, l'absence de consensus entre Etats membres avait empêché l'adoption du texte.

Depuis, des produits très sucrés élaborés dans les pays tiers ont profité de cette faille juridique pour pénétrer le marché européen. Des rhums d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale ou d'Asie du Sud-Est atteignent des teneurs en sucre record. Or, le fait d'édulcorer à outrance les eaux-de-vie ne respecte pas l'esprit du règlement et devrait aboutir au retrait de l'appellation « rhum ».

Les contrôles ont été renforcés depuis 2015. Toutefois, toute action sur le plan juridique est rendue difficile par le fait que les termes « arrondir le goût final du produit » n'ont pas de signification précise devant un juge.

En outre, une situation de concurrence déloyale s'est installée au détriment des rhums traditionnels qui, par définition, ne peuvent être édulcorés. Ainsi, ils subissent de plein fouet la concurrence des rhums des pays tiers qui, pour certains, ne respectent pas le règlement européen en matière d'édulcoration, mais également en matière d'aromatisation et d'étiquetage des mentions de vieillissement.

Par souci de cohérence, il conviendrait par ailleurs de fixer des teneurs maximales en sucre pour les autres eaux-de-vie (catégories 3 à 14). Eu égard aux conclusions des laboratoires sur la variation des caractéristiques organoleptiques des produits en fonction de la quantité de sucre, un seuil fixé à 20 g/l pour l'ensemble des eaux-de-vie (hors whisky) semble acceptable mais doit être discuté entre les Etats membres. S'il n'est pas possible de trouver un accord pour l'une ou l'autre des catégories, il importe que cela n'empêche pas la fixation d'une règle pour les autres catégories. La mise en place d'une limite pour le rhum représente un enjeu capital.

2°) Protection de l'AOC « Cognac » grâce à l'extension du régime d'encadrement des plantations de vignes

Les amendements 2 et 2 bis proposés visent à protéger le vignoble du Cognac des risques de détournement de notoriété. Il convient d'étendre le régime d'autorisations de plantations aux vins ne

bénéficiant pas d'une IGP ou AOP, lorsqu'ils sont aptes à produire des eaux-de-vie de vin bénéficiant elles-mêmes d'une IG.

La plupart des eaux-de-vie de vin en IG sont produites à partir de la distillation de vin bénéficiant lui-même d'une IGP ou d'une AOP. D'après le règlement sur l'organisation commune de marché (OCM) des produits agricoles, ces vins bénéficient d'un régime d'autorisation de plantations qui les préserve des risques de détournements de notoriété (arrachages de vignes, replantations dans d'autres vignobles, etc.).

Or, le Cognac est produit à partir de vin ne bénéficiant pas d'une IGP ou AOP. De ce fait, le vignoble destiné à la production de Cognac n'a pas de statut juridique et ne peut bénéficier des mesures de protection du régime d'autorisation de plantations prévu dans l'OCM.

3°) Réintroduction d'un article du règlement actuel permettant de traduire le nom des indications géographiques lorsque la réglementation du pays d'exportation l'impose

Les amendements 3 et 3 bis proposés visent à protéger les exportations de boissons européennes sous IG. En effet, l'article 14.4 du règlement actuel a été supprimé dans le projet de règlement présenté par la Commission. Cette disposition permet de traduire automatiquement le nom des IG lorsque la réglementation du pays d'exportation l'impose (exemple : traduction de l'IG « Cognac » en cyrillique). A la place de l'actuel article 14.4, la Commission propose de soumettre toute traduction du nom d'une IG à l'adoption d'un acte délégué.

Cela suscite une vive inquiétude parmi les exportateurs de boissons spiritueuses sous IG. En effet, ce changement fait courir un risque pour les exportations de spiritueux tels que le Cognac, l'Armagnac ou encore le Calvados, vers des pays tels que la Russie, la Chine, la Corée du Sud ou le Japon. Dans ces pays, l'étiquetage des boissons spiritueuses impose la traduction des mentions obligatoires, notamment la traduction des noms des indications géographiques.

4°) Reconnaissance du guignolet-kirsch

L'amendement 4 proposé vise à demander la création d'une dénomination de vente « Guignolet Kirsch ».

Le « Guignolet-Kirsch » est une boisson spiritueuse française dont la recette associant Guignolet et Kirsch remonte au début du XXe siècle. La production française de « Guignolet Kirsch » s'élève à plus d'un million de litres par an, soit près de 1,5 millions de cols, pour un chiffre d'affaires de 9 millions d'euros. Ce produit, majoritairement destiné aux consommateurs français, reste relativement peu exporté : Espagne (16 000 litres), Belgique (5 000 litres), Andorre (1 000 litres).

Les règles d'étiquetage du « Guignolet Kirsch » ne sont actuellement pas satisfaisantes :

- sa dénomination de vente doit être « Boisson spiritueuse » accompagnée des termes « Boisson spiritueuse issue d'un mélange de Guignolet (x%) et de Kirsch (x%) » ;
- les termes « Guignolet » et « Kirsch » doivent apparaître dans une taille de caractères inférieure à la dénomination de vente « Boisson spiritueuse ».

Cet étiquetage dénature l'identité du produit et ne correspond pas aux attentes des consommateurs attachés à la dénomination de vente traditionnelle « Guignolet Kirsch ».

Le marché du « Guignolet Kirsch », qui connaît des difficultés, se maintient grâce à une clientèle attachée à l'image traditionnelle de cette boisson. Cette image est particulièrement dépendante de l'utilisation de la dénomination de vente « Guignolet Kirsch » utilisée depuis le début du XX^{ème} siècle.

Afin de pérenniser le marché de ce produit de niche, il convient de demander la création d'une dénomination de vente « Guignolet Kirsch » à l'annexe II, partie II du projet de règlement, à l'instar des dénominations de vente « Rum-Verschnitt » et « Slivovice » attachées à des boissons spiritueuses produites respectivement en Allemagne et en République tchèque.

5°) Reconnaissance des méthodes traditionnelles de production du Calvados

L'amendement 5 proposé vise à demander l'ajout, pour les eaux-de-vie de cidre et de poiré, de la disposition existant pour les « eaux-de-vie de vin », « brandy » et « eaux-de-vie de marc ».

En principe, les eaux-de-vie des catégories 1 à 14 ne doivent pas être aromatisées. Toutefois, la réglementation européenne prévoit des exceptions :

- le règlement européen permet l'usage de « méthodes de production traditionnelles » pour les eaux-de-vie d'origine viticole : « Eau-de-vie de vin », « Brandy », « Eau-de-vie de marc » ;

En théorie, l'utilisation d'infusions de copeaux de chêne est donc interdite par la réglementation européenne s'agissant de la catégorie « eau-de-vie de cidre et de poiré », qui regroupe notamment les AOC « Calvados », « Calvados Pays d'Auge » et « Calvados Domfrontais ».

Toutefois, les producteurs d'eau-de-vie de cidre et de poiré souhaitent pouvoir continuer d'utiliser cette méthode traditionnelle, comme cela était le cas avant l'adoption du règlement (CE) n°110/2008. L'objectif technologique étant essentiellement d'uniformiser les caractéristiques du vieillissement conférées par le fût de chêne.

6°) Reconnaissance des signes de qualité nationaux (AOC en France, DOC au Portugal)

L'amendement 6 proposé vise à sécuriser l'existence **des signes de qualité nationaux** comme les AOC françaises ou les DOC portugaises, créées dans les années 1930 et fortement reconnues par les consommateurs. Il conviendrait pour cela de compléter l'article 8.4 du projet de règlement présenté par la Commission.

Plusieurs pays distinguent la notion d'Appellation d'Origine de celle d'IG :

- les Appellation d'Origine sont issues à 100% d'une aire géographique déterminée (ex : le Cognac est élaboré à partir de matières premières produites, distillées puis vieillées dans l'aire géographique du Cognac) ;
- les IG ont un lien géographique avec un terroir déterminé (exemple : distillation et vieillissement du « whisky » breton en Bretagne). Pour autant, les matières premières ne proviennent pas nécessairement de l'aire géographique.

Pour la Commission Européenne, seules les IG existent. Toutefois, la coexistence de signes de qualité européens et nationaux dans le domaine des boissons spiritueuses semble avoir été acceptée par les instances européennes. Contrairement au règlement vin, cette coexistence n'est toutefois pas prévue dans le règlement sur les spiritueux et devrait y être précisée.

7°) Clarification de la définition du « rhum agricole »

Les amendements 7 et 7 bis visent à clarifier la rédaction du paragraphe « a)(ii) » de la catégorie 1 de l'annexe II du règlement n°110/2008 afin de mieux montrer que le terme « agricole » est réservé aux rhums qui bénéficient d'une indication géographique.

Il convient par conséquent de clarifier la rédaction du point « a)(ii) » de la catégorie 1 « Rhum » de l'annexe II du projet de règlement.

Par ailleurs pour répondre à une demande d'un Etat Membre, il est proposé une précision sur le même article.

Partie II. Amendements visant à clarifier le projet de règlement

Le règlement (CE) n°110/2008 a considérablement précisé les règles de production et d'étiquetage des boissons spiritueuses par rapport au règlement (CE) n°1576/1989. Toutefois, neuf ans après son adoption, il convient de clarifier certains articles qui posent des difficultés d'application sur le terrain.

En outre, certains articles qui, à l'inverse, ne posaient pas de difficulté particulière, ont été modifiés dans la proposition de la Commission. A titre d'exemple, certaines définitions présentes dans le règlement (CE) n°110/2008 n'ont pas été correctement reprises dans le projet de règlement.

Ainsi, les amendements proposés dans cette partie ne revêtent pas une importance stratégique mais visent avant tout à améliorer l'intelligibilité du texte, en vue d'une meilleure application par les opérateurs et les services de contrôle.

Justification des amendements proposés

1°) Regroupement des définitions techniques à l'annexe I

Les amendements 1 et 1 bis visent à regrouper l'ensemble des définitions techniques à l'annexe I.

Les définitions techniques sont actuellement réparties entre l'article 2 et l'annexe I. A titre d'exemple, la définition d'un « assemblage » (« blending ») figure à l'annexe I tandis que la définition d'un « mélange » figure à l'article 2. Pour davantage de cohérence, il conviendrait de regrouper toutes les définitions à l'annexe I.

2°) Clarification de la définition d'un « mélange » et simplification des règles applicables en matière d'étiquetage

Les amendements 2 à 2 ter visent à clarifier la définition d'un « mélange » et à simplifier les règles applicables en matière d'étiquetage.

Les articles 2.1(3), 2.1(5) et 10 posent des difficultés d'interprétation :

- selon l'article 2.1(3), un mélange est constitué de deux boissons spiritueuses, ou bien d'une boisson spiritueuse et d'un distillat d'origine agricole. Toutefois, l'article 10 ne prévoit aucune règle d'étiquetage concernant ce second cas ;
- toute addition d'alcool à une boisson spiritueuse devrait constituer un mélange, et ce quel que soit la nature de l'alcool ajouté (distillat d'origine agricole ou alcool éthylique d'origine agricole) ;
- l'article 10 (points 1, 2 et 3) sur l'étiquetage des mélanges prévoit des règles d'une extrême complexité au regard de l'objectif visé, c'est-à-dire la protection des noms des catégories de boissons (ex : « rhum ») et des indications géographiques (ex : « Rhum de Guadeloupe »). A titre d'exemple, la répétition des mentions « spirit drink » et « mixed spirit drink » dans le même champ visuel ne semble pas indispensable pour informer correctement le consommateur sur la nature du produit ;
- l'article 2.1(5) prévoit qu'une « allusion » peut être employée pour caractériser un mélange de plusieurs boissons spiritueuses (ex : « à base de rhum et de Cognac »). Toutefois, aucun

lien n'est effectué avec l'article 10 sur l'étiquetage des mélanges. De ce fait, il convient de distinguer clairement l'étiquetage d'un « mélange » de boissons spiritueuses (plusieurs alcools mélangés) et l'étiquetage d'une « allusion » (référence à la présence d'un alcool dans une denrée alimentaire).

Les trois amendements 2 à 2 ter visent à clarifier le projet de règlement pour le rendre applicable par les opérateurs et les services de contrôle.

3°) Réinsertion des dispositions du règlement (CE) n°110/2008 sur la dénomination de vente des boissons spiritueuses correspondant à plusieurs définitions

L'amendement 3 vise à réinsérer les dispositions du règlement (CE) n°110/2008 sur la dénomination de vente des boissons spiritueuses correspondant à plusieurs définitions.

Dans le règlement actuellement en vigueur, une boisson spiritueuse qui correspond à plusieurs définitions de catégories (ex : « Liqueur » et « Punch au rhum ») peut être commercialisée sous le nom d'une ou de plusieurs catégories. Or, le projet de règlement prévoit de limiter cette possibilité aux boissons spiritueuses des catégories 15 à 47 de l'annexe II.

Il serait souhaitable de conserver la rédaction actuelle du règlement (CE) 110/2008. A titre d'exemple, une boisson spiritueuse des catégories 1 à 14 peut correspondre aux définitions des catégories 1 et 3 (« Whisky » et « Eau-de-vie de céréales »), ou à celles des catégories 4 et 5 (« Eau-de-vie de vin » et « Brandy »).

4°) Clarification de la rédaction de l'article 8.4 sur les mentions géographiques complémentaires

L'amendement 4 vise à clarifier la rédaction de l'article 8.4 sur les mentions géographiques complémentaires.

L'article 8.4 prévoit que les dénominations de vente des boissons spiritueuses peuvent être complétées ou remplacées par le nom d'une indication géographique, ou complétées par le nom d'une « autre indication géographique ». Or, la répétition du terme « indication géographique » ne permet pas une bonne compréhension du texte.

Il est considéré que :

- le nom d'une catégorie de boisson spiritueuse peut être complété par une mention de provenance (ex : « Whisky de Corse ») ;
- le nom d'une indication peut être complété par une mention de provenance prévue par le cahier des charges (ex : « Cognac Grande Champagne »). De ce fait, les termes « le nom d'une autre référence géographique » pourraient remplacer les termes « d'une autre indication géographique ».

5°) Clarification de l'article 8.5 sur la possibilité d'associer un nom de boisson spiritueuse avec le terme « arôme »

L'amendement 5 vise à clarifier l'article 8.5 concernant la possibilité d'associer un nom de boisson spiritueuse avec le terme « arôme ».

L'article 8.5 vise à protéger les noms des catégories de boissons spiritueuses et les noms des indications géographiques, en excluant par exemple la possibilité d'indiquer « élaboré comme du Cognac ».

Toutefois, en ne permettant pas l'association des termes « arôme + nom de catégorie » (ex : « arôme rhum »), le règlement interdit la production :

- des bières aromatisées pourtant commercialisées sur le marché européen (ex : « bière arôme Tequila », « bière arôme rhum », etc.) ;
- des boissons sans alcool aromatisées (ex : « boisson sans alcool arôme whisky »).

De ce fait, il est proposé d'interdire l'association des termes « arôme + nom de catégorie » uniquement aux boissons spiritueuses, et non à l'ensemble des boissons.

6°) Clarification de l'article 9.1 sur l'utilisation des noms des boissons spiritueuses dans la présentation des denrées alimentaires

L'amendement 6 vise à clarifier l'article 9.1 sur l'utilisation des noms des boissons spiritueuses dans la présentation des denrées alimentaires.

Cet article vise à permettre l'utilisation des noms des boissons spiritueuses sur l'étiquetage de produits qui ne sont pas des boissons spiritueuses (ex : « pâté à l'Armagnac »).

Le règlement pose néanmoins une condition : 100% de l'alcool présent dans le produit doit être issu de la boisson spiritueuse en question. A titre d'exemple, cela permet d'interdire un « pâté à l'Armagnac » dont l'alcool est issu à la fois d'Armagnac et d'alcool neutre.

Toutefois, le règlement ne prévoit pas le cas des boissons alcooliques mélangées à des boissons spiritueuses. A titre d'exemple, il peut exister des « bières au rhum » : l'alcool provient alors à la fois de la bière et du rhum.

De ce fait, les termes "except for alcohol originating from alcoholic beverages other than spirit drinks" pourraient être ajoutés.

7°) Renforcement de la protection des indications géographiques grâce à un alignement total sur la protection accordée par le règlement (CE) n°1151/2012

L'amendement 7 vise à renforcer la protection des indications géographiques.

L'article 18 du projet de règlement concerne la protection des indications géographiques. Afin de renforcer cette protection, il est proposé d'inclure la formule figurant dans le règlement (CE) n°1151/2012 sur les systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires : "including when those products are used as and ingredient".

8°) Modification de l'article 28.1 sur les procédures d'amendement des cahiers des charges de spiritueux sous indication géographique

L'amendement 8 vise à modifier l'article 28.1 concernant les procédures d'amendement des cahiers des charges de spiritueux sous indication géographique.

Compte tenu de la diversité des procédures existant dans les Etats membres, il convient de préciser que, lorsqu'elles existent, les règles nationales peuvent s'appliquer.

9°) Ajout d'une disposition figurant dans la réglementation agricole sur les indications géographiques homonymes

L'amendement 9 vise à ajouter une disposition figurant dans la réglementation agricole sur les indications géographiques homonymes.

Dans le règlement (CE) n°1308/2013 portant organisation commune de marché des produits agricoles, l'article 100 précise que la protection des IGP et AOP de vins s'effectue sans préjudice de la protection accordée aux boissons spiritueuses.

Il conviendrait d'insérer dans le projet de règlement une disposition équivalente précisant que la protection des IG de spiritueux s'effectue sans préjudice de la protection accordée aux IGP et AOP de vins.

10°) Suppression de l'article 32.3 relatif aux étapes de production devant être effectuées dans l'aire géographique des indications géographiques

L'amendement 10 vise à supprimer l'article 32.3 relatif aux étapes de production devant être effectuées dans l'aire géographique des indications géographiques.

Il conviendrait de supprimer l'article 32.3 qui précise qu'une indication géographique ne peut être protégée si les étapes de production essentielles définies à l'annexe II n'ont pas lieu dans l'aire géographique revendiquée.

En effet, les étapes de production devant être effectuée dans l'aire géographique ne sont pas clairement identifiées dans l'annexe II. A titre d'exemple, la liqueur est composée d'alcool, d'arômes et de sucre. Toutefois, la définition de la catégorie « liqueur » ne précise pas si ces matières premières doivent être issues ou non de l'aire géographique revendiquée.

11°) Emploi du terme « opérateurs » à la place de « exploitants du secteur agricole »

Les amendements 11 à 11 ter visent à remplacer les termes « exploitants du secteur agricole » par le terme « opérateurs ».

Les termes « opérateurs » et « exploitants du secteur alimentaire » sont utilisés dans le projet de règlement. Il conviendrait de conserver uniquement le terme « opérateurs », conformément au règlement (CE) 110/2008. En effet, ce terme est plus représentatif de la diversité des professionnels du secteur (embouteilleurs, verriers, tonneliers...).

12°) Correction des définitions d'une « boisson spiritueuse » et d'un « terme composé » à l'article 2

Les amendements 12 et 12 bis visent à corriger certaines définitions issues du règlement (CE) 110/2008.

Les définitions d'une « boisson spiritueuse » (article 2.1(1)) et d'un « terme composé » (article 2.1(4)) n'ont pas été correctement reprises du règlement (CE) n°110/2008 et de son règlement d'application (CE) n°716/2013.

Partie I

Amendement N°1

Article 4.1.e)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
solely be sweetened in accordance with point (3) of Annex I and in order to round off the final taste of the product.	solely be sweetened in accordance with point (3) of Annex I and in order to round off the final taste of the product. <i>In each case the maximum amount is laid down in the respective product category.</i>

Amendement N°1 bis

Annexe II, catégorie 1. "rhum" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Rum may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement N°1 ter

Annexe II, catégorie 3. "Eau-de-vie de céréales" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Grain spirit may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement N°1 quater

Annexe II, catégorie 4. "Eau-de-vie de vin" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Wine spirit may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement N°1 quinquies

Annexe II, catégorie 5. "Brandy ou Weinbrand" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Brandy or Weinbrand may be sweetened by up to 20 g¹ per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement N°1 sexies

Annexe II, catégorie 6. "Grape marc spirit or grape marc" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Grape marc spirit or grape marc may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement N°1 septies

Annexe II, catégorie 7. "Eau-de-vie de marc de fruits" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Fruit marc spirit may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement N°1 octies

Annexe II, catégorie 8. "Eau-de-vie de raisin ou raisin brandy" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Raisin spirit or raisin brandy may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement N°1 nonies

Annexe II, catégorie 9. "Eau-de-vie de fruits" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Fruit spirit may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement N°1 decies

Annexe II, catégorie 10. "Eau-de-vie de cidre et de poiré" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Cider spirit and perry spirit may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement N°1 undecies

Annexe II, catégorie 11. "Eau-de-vie de miel" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Honey spirit may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement N°1 duodecies

Annexe II, catégorie 12. "Hefebrand" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Hefebrand may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement N°1 terdecies

Annexe II, catégorie 13. "Bierbrand ou eau-de-vie de bière" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Bierbrand or eau-de-vie de bière may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to</i>

	<i>round off the final taste.</i>
--	-----------------------------------

Amendement N°1 quaterdecies

Annexe II, catégorie 14. "Topinambur" (e) (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>(e) Topinambur may be sweetened by up to 20 g per litre of final product, expressed as invert sugar, in order to round off the final taste.</i>

Amendement n°2

Considérant (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>In order to guarantee spirit drinks under geographical indications produced from wine from the risk of misappropriation of the wine, it is appropriate to permit the application to wine, capable of producing a wine spirits under geographical indication, the system of "authorizations for vine plantings" provided for in Regulation (EU) No 1308/2013 of the European Parliament and of the Council of 17 December 2013 establishing a common organisation of the markets in agricultural products.</i>

Amendement n°2 bis

Article 18 (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
	<i>Member states may apply the provisions laid down in Articles 61 to 72 of Regulation (EU) No 1308/2013 of the European Parliament and of the Council of 17 December 2013 establishing a common organisation of the markets in agricultural products to areas where wines suitable for producing spirit drinks with a geographical indication recorded in Annex III to this Regulation. For the purposes of those provisions, these areas may be treated as areas where wines with a protected designation of origin or protected geographical indication may</i>

	<i>be produced.</i>
--	---------------------

Amendement n°3

Article 14.2 (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
1. The terms in italics in Annex II and the geographical indications shall neither be translated on the label nor in the presentation of the spirit drink.	1. The terms in italics in Annex II and the geographical indications shall neither be translated on the label nor in the presentation of the spirit drink. 2. Without prejudice to paragraph 2, in the case of spirit drinks produced in the Community and intended for export, the particulars provided for in this Regulation may be repeated in a language other than an official language of the European Union.

Amendement n°3 bis

Article 16 point 3 (suppression)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
In exceptional cases where the law of the importing third country so requires, the Commission shall be empowered to adopt delegated acts in accordance with Article 43 concerning derogations from the provisions on presentation and labelling contained in this Chapter.	

Amendement n°4

Annexe II Partie II

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
1. Rum-Verschnitt is produced in Germany [...] 2. Slivovice is produced in the Czech Republic [...]	1. Rum-Verschnitt is produced in Germany [...] 2. Slivovice is produced in the Czech Republic [...] 3. Guignolet Kirsch is produced in France and obtained by mixing guignolet and kirsch, whereby a minimum proportion of 3% of the total pure alcohol contained in the final product must come from kirsch. The minimum alcoholic strenght by volume of Guignolet Kirsch shall be 15 %. As regards the labelling and presentation,

	<i>the word “Guignolet” must appear in the presentation and labelling in characters of the same font, size and colour as, and on the same line as, the word “Kirsch” and, in case of bottles, on the front label. Its alcoholic composition must indicate the percentage by volume of pure alcohol that guignolet and kirsch represent in the total pure alcohol content by volume of Guignolet Kirsch.</i>
--	---

Amendement n°5

Annexe II catégorie 10 (d)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
(d) Neither cider spirit nor perry spirit shall be flavoured.	(d) Neither cider spirit nor perry spirit shall be flavoured. <i>This shall not exclude traditional production methods.</i>

Amendement n°6

Article 8 point 4 (a)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
If a legal name is supplemented or replaced in accordance with point (a) of the first subparagraph, the geographical indication referred to in that point may only be supplemented either: (a) by terms already in use on 20 February 2008 for existing geographical indications within the meaning of Article 34(1);	If a legal name is supplemented or replaced in accordance with point (a) of the first subparagraph, the geographical indication referred to in that point may only be supplemented either: (a) by terms already in use on 20 February 2008 for existing geographical indications within the meaning of Article 34(1), <i>including the terms traditionally used in Member States to designate that a product has a protected designation of origin under national law quality signs;</i>

Amendement n°7

Annexe II, catégorie 1. “rhum” (a)(ii)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
[...] This spirit drink may be placed on the market with the word “agricultural” qualifying the sales denomination “rum” accompanied by any registered geographical indications of the French	[...] This spirit drink may be placed on the market with the word “agricultural” qualifying the legal name “rum” only when accompanied by a registered geographical indications of the French

Overseas Departments and the Autonomous Region of Madeira.	Overseas Departments and the Autonomous Region of Madeira.
--	--

Amendement 7 bis

Annexe II, catégorie 1. “rhum” (f) Amendement n°7

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
(f) This provision shall not affect the use of the word “traditionnel” for all products not covered by this provision, according to their own specific criteria	(f) This provision shall not affect the use of the word “traditionnel” for all products not covered by this category , according to their own specific criteria

Partie II

Amendement n°1

Article 2 (suppression)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p style="text-align: center;">Definitions</p> <p>1. For the purpose of this Regulation, the following definitions shall apply:</p> <p>(1) ‘spirit drink’ [...]</p> <p>(2) ‘sales denomination’ [...]</p> <p>(3) ‘mixture’ [...]</p> <p>(4) ‘compound term’ [...]</p> <p>(5) ‘allusion’ [...]</p> <p>(6) ‘geographical indication’ [...]</p> <p>(7) ‘product specification’ [...]</p> <p>(8) ‘presentation’ [...]</p> <p>(9) ‘labelling’ [...]</p> <p>(10) ‘label’ [...]</p> <p>(11) ‘name that has become generic’ [...]</p> <p>2. The technical definitions laid down in Annex I shall also apply.</p>	

Amendement n°1 bis :

Annexe I

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>TECHNICAL DEFINITIONS</p> <p>The technical definitions, as referred to in Article 2(2), are the following:</p> <p>(1) 'Ethyl alcohol of agricultural origin' [...]</p> <p>(2) 'Distillate of agricultural origin' [...]</p> <p>(3) 'Sweetening' [...]</p> <p>(4) 'Addition of alcohol' [...]</p> <p>(5) 'Addition of water' [...]</p> <p>(6) 'Blending' [...]</p> <p>(7) 'Maturation or ageing' [...]</p> <p>(8) 'Flavourings' [...]</p> <p>(9) 'Flavouring substance' [...]</p> <p>(10) 'Natural flavouring substance' [...]</p> <p>(11) 'Flavouring preparation' [...]</p> <p>(12) 'Other flavouring' [...]</p> <p>(13) 'Colours' [...]</p> <p>(14) 'Colouring' [...]</p> <p>(15) 'Alcoholic strength by volume' [...]</p> <p>(16) 'Volatile substances content' [...]</p> <p>(17) 'Packaging' [...]</p>	<p>TECHNICAL DEFINITIONS</p> <p>(1) 'spirit drink' [...]</p> <p>(2) 'Ethyl alcohol of agricultural origin' [...]</p> <p>(3) 'Distillate of agricultural origin' [...]</p> <p>(4) 'sales denomination' [...]</p> <p>(5) 'mixture' [...]</p> <p>(6) 'Blending' [...]</p> <p>(7) 'compound term' [...]</p> <p>(8) 'allusion' [...]</p> <p>(9) 'geographical indication' [...]</p> <p>(10) 'product specification' [...]</p> <p>(11) 'Sweetening' [...]</p> <p>(12) 'Addition of alcohol' [...]</p> <p>(13) 'Addition of water' [...]</p> <p>(14) 'Maturation or ageing' [...]</p> <p>(15) 'Flavourings' [...]</p> <p>(16) 'Flavouring substance' [...]</p> <p>(17) 'Natural flavouring substance' [...]</p> <p>(18) 'Flavouring preparation' [...]</p> <p>(19) 'Other flavouring' [...]</p> <p>(20) 'Colours' [...]</p> <p>(21) 'Colouring' [...]</p> <p>(22) 'Alcoholic strength by volume' [...]</p> <p>(23) 'Volatile substances content' [...]</p> <p>(24) 'presentation' [...]</p> <p>(25) 'labelling' [...]</p> <p>(26) 'label' [...]</p> <p>(27) 'Packaging' [...]</p> <p>(28) 'name that has become generic' [...]</p>

Amendement n°2

Article 2.1(3)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>(3) 'mixture' means a spirit drink listed in Part I of Annex II or corresponding to a geographical indication mixed with one or more of the following:</p> <p>(a) other spirit drinks which do not belong to the same category listed in Part I of Annex II;</p> <p>(b) distillates of agricultural origin;</p>	<p>(3) 'mixture' means a spirit drink listed in Part I of Annex II or corresponding to a geographical indication mixed with one or more of the following:</p> <p>(a) other spirit drinks which do not belong to the same category listed in Part I of Annex II;</p> <p>(b) distillates of agricultural origin;</p> <p>(c) ethyl alcohol of agricultural origin.</p>

Amendement n°2 bis

Article 10

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>Presentation and labelling of mixtures</p> <p>1. A mixture shall bear the sales denomination 'spirit drink'.</p> <p>A mixture may show, in its presentation or labelling, the names listed in Part I of Annex II or geographical indications corresponding to the spirit drinks that were used in the mixture under the following conditions:</p> <p>(a) those names or geographical indications appear exclusively in a list of all the alcoholic ingredients contained in the mixture, preceded by the term 'mixed spirit drink'; and</p> <p>(b) the term 'mixed spirit drink' appears in the same visual field as the sales denomination, in uniform characters of the same font and colour as those used for the sales denomination and in characters which are no larger than half the size of those used for the sales denomination.</p> <p>2. By way of derogation from paragraph 1, if a mixture meets the requirements of one of the categories of Annex II, the mixture shall bear the sales denomination provided for under the relevant category.</p> <p>In the case referred to in the first subparagraph, the presentation or labelling of the mixture may show the names listed in Part I of Annex II or geographical indications corresponding to the spirits drinks that were mixed, provided that these names appear:</p>	<p>Presentation and labelling of mixtures</p> <p>1. By way of derogation from article 8.2, a mixture which meets the conditions required in article 2.1(3) shall bear the sales denomination 'mixed spirit drink'.</p> <p>2. By way of derogation from paragraph 1, if a mixture meets the requirements of one of the categories of Annex II, the mixture shall bear the legal name provided for under the relevant category.</p> <p>3. A mixture may show, in its presentation or labelling, the names of its alcoholic ingredients under the following conditions:</p> <p>(a) those names are preceded by the sales denomination</p> <p>(b) those names appear exclusively in a list of all the alcoholic ingredients contained in the mixture, in uniform characters which are smaller than the size of those used for the sales denomination.</p> <p>(c) at least once shall appear the percentage by volume of pure alcohol that each alcoholic ingredient represents in the total pure alcohol content by volume of the mixture. The alcoholic ingredients shall be listed in descending order of that percentage.</p>

<p>(a) exclusively in a list of all the alcoholic ingredients contained in the mixture; and</p> <p>(b) in the same visual field as the sales denomination at least once.</p> <p>3. The list of alcoholic ingredients referred to in paragraphs 1 and 2 shall indicate, at least once, the percentage by volume of pure alcohol that each alcoholic ingredient represents in the total pure alcohol content by volume of the mixture. The alcoholic ingredients shall be listed in descending order of that percentage.</p> <p>The list of alcoholic ingredients shall appear in uniform characters of the same font and colour as those used for the sales denomination and in characters which are no larger than half the size of the characters used for the sales denomination.</p>	
---	--

Amendement n°2 ter

Article 2.1(5)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>‘allusion’ means the direct or indirect reference to one or more spirit drinks listed in Part I of Annex II or geographical indications, other than the reference in a compound term or list of ingredients referred to in Article 8(6);</p>	<p>‘allusion’ means the direct or indirect reference to a spirit drink listed in Part I of Annex II or geographical indications, other than the reference in a compound term or list of ingredients referred to in Article 8(6);</p>

Amendement n°3

Article 8.3

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>General rules concerning sales denominations [...]</p> <p>3. Where a spirit drink meets the requirements of more than one of the categories of spirit drinks 15 to 47 of Part I of Annex II, it may be sold under one or more of the relevant sales denominations provided for under those categories.</p>	<p>General rules concerning sales denominations [...]</p> <p>3. Where a spirit drink meets the requirements of more than one of the categories of spirit drinks of Part I of Annex II, it may be sold under one or more of the relevant sales denominations provided for under those categories.</p>

Amendement n°4

Article 8.4

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>General rules concerning sales denominations [...] 4. Legal names may only be either: (a) supplemented or replaced by a geographical indication referred to in Chapter III, or supplemented in accordance with national provisions by another geographical indication, provided that this does not mislead the consumer; or [...]</p>	<p>General rules concerning sales denominations [...] 4. Legal names may only be either: (a) supplemented or replaced by a geographical indication referred to in Chapter III, or supplemented in accordance with national provisions by the name of another geographical reference, provided that this does not mislead the consumer; or [...]</p>

Amendement n°5

Article 8.5

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>General rules concerning sales denominations Without prejudice to paragraph 6 and Articles 9 and 10, the sales denominations referred to in paragraph 1 or geographical indications shall not be used in the presentation or labelling of beverages not meeting the requirements of the relevant categories listed in Part I of Annex II or relating to the relevant geographical indications, including by associating words or phrases such as 'like', 'type', 'style', 'made', 'flavour' or any other similar terms with those sales denominations or geographical indications. The sales denominations referred to in paragraph 1 supplemented by the term 'flavour' or any other similar terms may only be used to refer to flavourings that imitate a spirit drink or their use in the production of a foodstuff other than a beverage. Geographical indications shall not be used to describe flavourings.</p>	<p>General rules concerning sales denominations Without prejudice to paragraph 6 and Articles 9 and 10, the legal names referred to in paragraph 1 or geographical indications shall not be used in the presentation or labelling of beverages not meeting the requirements of the relevant categories listed in Part I of Annex II or relating to the relevant geographical indications, including by associating words or phrases such as 'like', 'type', 'style', 'made' or any other similar terms with those legal names or geographical indications. The legal names referred to in paragraph 1 supplemented by the term 'flavour' or any other similar terms may only be used in the labelling of : (a) flavourings that imitate a spirit drink ; (b) foodstuffs other than spirit drinks. Geographical indications shall not be used to describe flavourings.</p>

Amendement n°6

Article 9.1

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>Compound terms and allusions</p> <p>1. In the presentation and labelling of a foodstuff, the use of a sales denomination provided for under the categories of spirit drinks listed in Part I of Annex II or of a geographical indication in a compound term or the allusion to any of them shall be authorised under the following conditions:</p> <p>(a) the alcohol used in the production of the foodstuffs originates exclusively from the spirit drinks referred to in the compound term or in the allusion(s), except for ethyl alcohol that may be present in flavourings used for the production of that foodstuff; and</p> <p>(b) the spirit drinks used in the production of the foodstuff have not been diluted merely with water so that the alcoholic strength is reduced to below the minimum strength provided for under the relevant category of spirit drinks listed in Part I of Annex II.</p>	<p>Compound terms and allusions</p> <p>1. In the presentation and labelling of a foodstuff, the use of a legal name provided for under the categories of spirit drinks listed in Part I of Annex II or of a geographical indication in a compound term or the allusion to any of them shall be authorised under the following conditions:</p> <p>(a) the alcohol used in the production of the foodstuffs originates exclusively from the spirit drinks referred to in the compound term or in the allusion(s), except for :</p> <ul style="list-style-type: none">- ethyl alcohol that may be present in flavourings used for the production of that foodstuff- ethylic alcohol originating from alcoholic beverages other than spirit drinks ; and <p>(b) the spirit drinks used in the production of the foodstuff have not been diluted merely with water so that the alcoholic strength is reduced to below the minimum strength provided for under the relevant category of spirit drinks listed in Part I of Annex II.</p>

Amendement n°7

Article 18

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>Protection of geographical indications</p> <p>1. Protected geographical indications may be used by any operator marketing a spirit drink produced in conformity with the corresponding product specification.</p> <p>2. Protected geographical indications and the spirit drinks using those protected names in conformity with the product specification shall be protected against:</p> <p>(a) any direct or indirect commercial use of a protected name:</p> <p>(i) by comparable products not complying with the product specification of the protected name;</p>	<p>Protection of geographical indications</p> <p>1. Registered geographical indications may be used by any operator marketing a spirit drink produced in conformity with the corresponding product specification.</p> <p>2. Registered geographical indications shall be protected against:</p> <p>(a) any direct or indirect commercial use of a protected name:</p> <p>(i) by comparable products not complying with the product specification of the protected name, including when those products are used as an ingredient; or</p>

<p>or</p> <p>(ii) in so far as such use exploits the reputation of a geographical indication;</p> <p>(b) any misuse, imitation or evocation, even if the true origin of the product or service is indicated or if the protected name is translated or accompanied by an expression such as 'style', 'type', 'method', 'as produced in', 'imitation', 'flavour', 'like' or similar;</p> <p>(c) any other false or misleading indication as to the provenance, origin, nature or essential qualities of the product, on the inner or outer packaging, advertising material or documents relating to the product concerned, and the packing of the product in a container liable to convey a false impression as to its origin;</p> <p>(d) any other practice liable to mislead the consumer as to the true origin of the product.</p> <p>3. [...]</p>	<p>(ii) in so far as such use exploits the reputation of a geographical indication;</p> <p>(b) any misuse, imitation or evocation, even if the true origin of the product or service is indicated or if the protected name is translated or accompanied by an expression such as 'style', 'type', 'method', 'as produced in', 'imitation', 'flavour', 'like' or similar, including when those products are used as an ingredient;</p> <p>(c) any other false or misleading indication as to the provenance, origin, nature or essential qualities of the product, on the inner or outer packaging, advertising material or documents relating to the product concerned, and the packing of the product in a container liable to convey a false impression as to its origin;</p> <p>(d) any other practice liable to mislead the consumer as to the true origin of the product.</p> <p>3. [...]</p>
---	---

Amendement n°8

Article 28

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>Amendment to a product specification</p> <p>1. A group having a legitimate interest may apply for approval of an amendment to a product specification.</p> <p>Applications shall describe and give reasons for the amendments requested.</p>	<p>Amendment to a product specification</p> <p>1. A group having a legitimate interest may apply for approval of an amendment to a product specification.</p> <p>Applications shall describe and give reasons for the amendments requested.</p> <p>When national rules provide for, the application should follow the national procedure.</p>

Amendement n°9

Article 31.4 (nouveau)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>Homonymous geographical indications</p> <p>1. [...]</p> <p>2. [...]</p>	<p>Homonymous geographical indications</p> <p>1. [...]</p> <p>2. [...]</p>

3. [...]	3. [...] 4. The protection of geographical indications of spirit drinks covered by Article 2 of this Regulation shall be without prejudice to the protected geographical indications and designations of origin of products defined in Article 93 of Regulation (EC) No 1308/2013 of the European Parliament and of the council.
----------	---

Amendement n°10

Article 32.3 (suppression)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
3. A name shall not be protected as a geographical indication if the production or preparation steps which are compulsory for the relevant category of spirit drink, do not take place in the relevant geographical area.	

Amendement n°11

Article 35.1

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>Verification of compliance with the product specification</p> <p>1. [...]</p> <p>Notwithstanding the national legislation of Member States, the costs of such verification of compliance with the product specification shall be borne by the food business operators which are subject to those controls.</p>	<p>Verification of compliance with the product specification</p> <p>1. [...]</p> <p>Notwithstanding the national legislation of Member States, the costs of such verification of compliance with the product specification shall be borne by the operators which are subject to those controls.</p>

Amendement n°11 bis

Article 38.3

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>3. In order to ensure the rights or legitimate interests of producers or food business operators, the Commission may, by means of delegated acts adopted in accordance with Article 43, set out:</p> <p>[...]</p>	<p>3. In order to ensure the rights or legitimate interests of producers or operators, the Commission may, by means of delegated acts adopted in accordance with Article 43, set out:</p> <p>[...]</p>

Amendement n°11 ter

Article 38.7

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
7. In order to ensure the efficiency of the checks provided for in this Chapter, the Commission shall be empowered to adopt delegated acts in accordance with Article 43 concerning the necessary measures regarding the notification of food business operators to the competent authorities.	7. In order to ensure the efficiency of the checks provided for in this Chapter, the Commission shall be empowered to adopt delegated acts in accordance with Article 43 concerning the necessary measures regarding the notification of operators to the competent authorities.

Amendement n°12

Article 2.1(1)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>(1) 'spirit drink' means an alcoholic beverage which complies with the following requirements:</p> <p>[...]</p> <p>(d) it has been produced:</p> <p>(i) either directly by using any of the following methods:</p> <ul style="list-style-type: none">– distillation, with or without added flavourings, of naturally fermented products,– the maceration or similar processing of plant materials in ethyl alcohol of agricultural origin, distillates of agricultural origin or spirit drinks or a mixture thereof within the meaning of this Regulation,– the addition to ethyl alcohol of agricultural origin, distillates of agricultural origin or spirit drinks of any of the following:<ul style="list-style-type: none">– flavourings,– colours,– sugars or other sweetening products,– other agricultural products,– foodstuffs; or <p>(ii) by adding to a spirit drink any of the following:</p> <ul style="list-style-type: none">– other spirit drinks,– ethyl alcohol of agricultural origin,	<p>(1) 'spirit drink' means an alcoholic beverage which complies with the following requirements:</p> <p>[...]</p> <p>(d) it has been produced:</p> <p>(i) either directly by using any of the following methods:</p> <ul style="list-style-type: none">– distillation, with or without added flavourings, of naturally fermented products,– the maceration or similar processing of plant materials in ethyl alcohol of agricultural origin, distillates of agricultural origin or spirit drinks or a mixture thereof within the meaning of this Regulation,– the addition to ethyl alcohol of agricultural origin, distillates of agricultural origin or spirit drinks of one or more of the following:<ul style="list-style-type: none">– flavourings,– colours,– sugars or other sweetening products,– other agricultural products,– foodstuffs; or <p>(ii) by adding to a spirit drink one or more of the following:</p> <ul style="list-style-type: none">– other spirit drinks,– ethyl alcohol of agricultural origin,

<ul style="list-style-type: none"> – distillates of agricultural origin, – other foodstuffs; <p>[...]</p>	<ul style="list-style-type: none"> – distillates of agricultural origin, – other foodstuffs; <p>[...]</p>
---	---

Amendement n°12 bis

Article 2.1(4)

<i>Texte proposé par la Commission</i>	<i>Amendement</i>
<p>(4) ‘compound term’ means the combination of the terms of a sales denomination of a spirit drink provided for in Part I of Annex II or the terms of a geographical indication, describing a spirit drink, from which all the alcohol of the final product originates, with any of the following:</p> <p>[...]</p>	<p>(4) ‘compound term’ means the combination of the terms of a sales denomination of a spirit drink provided for in Part I of Annex II or the terms of a geographical indication, describing a spirit drink, from which all the alcohol of the final product originates, with one or more of the following:</p> <p>[...]</p>